



Communiqué de presse du "Conseil Européen-Palestinien pour les Relations Politiques" (EUPAC) sur l'interaction Européenne nécessaire pour faire face à l'extrémisme d'état d'occupation israélienne en Palestine.

10/01/2023 - Bruxelles

"La personne qui a l'intention de tuer une autre personne qu'elle ne connaît pas ne doit croire qu'en une seule chose, à savoir qu'en agissant ainsi, elle changera le cours de l'histoire." Cette déclaration a été écrite par Abraham Stern, l'un des dirigeants des organisations terroristes sionistes. Une déclaration qui est devenue une constitution implicite pour chaque soldat israélien par la suite.

Le terrorisme n'est pas quelque chose de nouveau pour les gangs israéliens qui ont occupé la Palestine. Au contraire, c'était une approche dont les propriétaires ont réussi à convaincre l'Occident que ce terrorisme devait être pratiqué à des fins d'autodéfense, comme le disait Jabotinsky, un des chefs sionistes. Dans la phase de pré-occupation de la Palestine, les terroristes israéliens au sein des gangs sionistes tels que : la Haganah, l'Irgun et les gangs Stern, et même après l'occupation de la Palestine, ont tué des milliers d'innocents, dont des Européens, des Arabes et des Palestiniens en particulier. Certains de ces terroristes israéliens ont été traduits en justice, puis relâchés au bout de quelques semaines. Certains d'entre eux sont restés recherchés par la justice européenne, mais ils n'ont jamais été jugés. Pourtant, ce qui est choquant, c'est que les Européens ont non seulement fermé les yeux sur de tels crimes, mais ont également reçu les criminels en tant que chefs de l'État d'Israël, et les ont rencontrés pour signer des accords de coopération et de soutien. Parmi ces criminels israéliens figurent Yitzhak Shamir, Menachem Begin, Ariel Sharon et Tzipi Livni, d'anciens premiers ministres de l'État d'occupation israélien, ainsi que d'autres dirigeants israéliens contre lesquels des plaintes ont été déposées, pour crime contre l'humanité et d'avoir perpétré des massacres contre les Palestiniens dans les camps de Sabra et Shatila au Liban et à Gaza. Cependant, les pays de l'Union Européenne ont continué de traiter avec les gouvernements israéliens dirigés par des criminels israéliens, les ont soutenus et leur ont laissé le champ libre pour commettre d'autres crimes. Le sang des Palestiniens a encore coulé, et la souveraineté et les intérêts des pays du monde entier, y compris les pays européens, ont été menacés.

Lors des 25e élections israéliennes de novembre 2022, les partis d'extrême droite ont obtenu 14 sièges sur les 62 sièges obtenus par le camp de droite en général, ce qui reflète une tendance dangereuse de la société israélienne basée sur le rejet de l'existence des Palestiniens. Ces tendances d'extrême-droite comprennent le déplacement des Palestiniens ou les tuer, ce qui constitue le fondement de l'approche du nouveau ministre israélien de la sécurité. Ce ministre israélien extrémiste réside dans une colonie de israélienne : Ben Gvir, qui suit l'approche kahaniste : qui croit en nettoyage ethnique, peuplement illégal à Jérusalem-Est, et selon les conventions internationales, il représente une organisation terroriste appelée : "**Les Hilltop Boys**". Il a précédemment justifié l'incendie de la famille palestinienne Dawabsha dans le nord de la Cisjordanie en 2015. En outre, Ben Gvir accroche dans sa maison une photo de l'auteur du massacre de la mosquée Ibrahim à Hébron en 1994, au cours duquel 29 fidèles palestiniens ont été tués. Il brandit toujours ses armes contre les Palestiniens partout et supervise la destruction de leurs biens à Hébron. De plus, Ben Gvir lui-même a attaqué les bus de la Croix-Rouge qui transportent les familles des prisonniers palestiniens Il est considéré comme un décideur dans le dossier des colonies, en particulier les avant-postes illégaux. Il a également poursuivi ses plans de démolition des maisons palestiniennes et de confiscation de leurs terres ainsi que de leurs ressources naturelles, en violation de tous les accords et lois internationaux.

Ben Gvir a récemment pris d'assaut la mosquée d'Al-Aqsa, provoquant tous les Palestiniens et les musulmans, et violant le statut actuel qui interdit d'empiéter sur les lieux saints, de porter atteinte à la mosquée Al-Aqsa et d'en assurer la tutelle pour l'État jordanien.

EUPAC vous appelle à boycotter ce nouveau gouvernement israélien afin de sauver la région d'une vague de violence qui pourrait conduire à de nouveaux massacres contre les Palestiniens.

En outre, nous vous invitons à ne pas vous contenter de ce qui a été dit dans la déclaration de l'Union européenne du 3 janvier, qui a seulement demandé de la retenue pour éviter une escalade dans la région, bien que l'agression israélienne officielle soit l'acte qui conduira à l'escalade de la tension, et non l'escalade naturelle et légitime aux attaques israéliennes.

L'Union européenne ne peut pas continuer à participer aux crimes israéliens tels que les colonies de peuplement et l'absence de poursuites à l'encontre des criminels israéliens, ainsi que la comparution des criminels euro-israéliens devant les tribunaux. L'Union européenne ne doit pas laisser la porte ouverte à davantage de terrorisme par le biais d'une coopération forte avec Israël par le biais du Conseil d'association et de nombreux autres accords à tous les niveaux entre les deux parties, qui sont en contradiction avec la politique de l'union européennes sur les valeurs sur lesquelles elle est fondée.

European Palestinian Council For Political Relations

Head office: Schuman 6, 1040 Brussels, Belgium

Tel: +32492369558

www.eupac.net

info@eupac.net